

2012

La Masonería en el mundo – Chile (3)

Archivo C I E M - Madrid

Documentación - países

Adrian Mac Liman
Centro Ibérico de Estudios Masónicos (CIEM)
25/11/2012



Divisions, mutisme et compromissions : la franc-maçonnerie face à la dictature chilienne

Quinze ans après le coup d'Etat militaire au Chili, il apparaît que toutes les communautés religieuses et philosophiques sont divisées face à la dictature et que toutes, pour défendre en priorité leurs intérêts, ont établi avec la junte des compromis qui ressemblent beaucoup à des compromissions. Le Vicariat de la solidarité aura pratiquement constitué l'unique force à s'engager pour la défense des droits de l'homme. Cela ne peut faire oublier que l'Eglise dans son ensemble a soutenu le coup d'Etat, comme l'indique, par exemple, un document officiel de l'Episcopat, *Evangelio y Paz* publié en 1985, dans lequel les évêques déclaraient: "Nous reconnaissons le service que les forces armées ont rendu au pays en le libérant d'une dictature marxiste qui paraissait inévitable et aurait été irréversible." Les luthériens ont eu leur combattant des droits de l'homme en la personne de l'évêque Frenz, et la communauté juive avec le grand rabbin Angel Kreiman. Mais ce sont des luthériens qui ont offert des funérailles en grande pompe à l'ancien nazi Walter Rauss. Mais ce sont les loubavitch qui ont profité du régime pour se développer grâce à des amitiés solides entre le général Pinochet et l'industriel David Feuerstein, animateur de cette secte juive orthodoxe. Sans oublier l'Eglise pentecôtiste qui, en échange de la reconnaissance spirituelle de la junte a obtenu les soutiens lui permettant d'étendre son influence. Aucune de ces familles religieuses ne pourra se targuer d'avoir clairement choisi le camp de la démocratie.

Il en va de même pour **les francs-maçons** dont l'histoire avait jusqu'à présent accompagné celle des conquêtes sociales et des libertés nouvelles. La leçon de bientôt quinze ans de dictature au Chili, c'est que "l'Eglise a pris le drapeau de la franc-maçonnerie en matière de défense des droits de l'homme. Et pour nous, francs-maçons chiliens, c'est triste" Celui qui parle ainsi n'est pas un adversaire de la franc-maçonnerie puisqu'il s'agit de Luis Fernando Luengo, animateur d'une des principales familles radicales, président d'honneur de la Gauche unie et membre du conseil de l'ordre de la Grande Loge du Chili. "Il est regrettable que, depuis 1973, les majorités qui se sont succédé au conseil de l'ordre soient restées indifférentes à Pinochet, alors que la majorité des frères dans les loges lui étaient hostiles. La politique ne les intéresse pas. Mais on sait que l'apolitisme est toujours de droite." Car c'est au nom de l'apolitisme que les différents grands maîtres qui se sont succédé à la tête de la Grande Loge depuis 1973 ont refusé d'engager la franc-maçonnerie, ne fut-ce que dans le combat pour la défense des droits de l'homme. Curieux retournement de la tradition quand on sait que **l'histoire de la franc-maçonnerie sud-américaine est étroitement liée à celle de l'indépendance du continent, pratiquement tous les héros nationaux, de José de San Martín à Bernardo O'Higgins, de Simon Bolívar à Francisco de Miranda, de Benito Juarez à Antonio-José Sucre, ayant été reçus dans des loges engagées contre le colonialisme.** Et que la franc-maçonnerie chilienne a étroitement contribué aux avancées démocratiques: parlementarisme, séparation de l'Eglise et de l'Etat, libertés individuelles, enseignement public gratuit, code du travail. En présence de plusieurs centaines de francs-maçons, le 28 octobre 1970, le Grand maître de l'ordre, reçut, en tenue extraordinaire, le nouveau président de la République, **le frère Salvador Allende,**

petit-fils de franc-maçon - son grand-père, le docteur Allende Padin, avait été grand maître de l'ordre, - qui lui-même a été à deux reprises vénérable, c'est-à-dire président de sa loge. Si toute l'obédience n'était pas de gauche, une majorité assez nette semblait se reconnaître dans le leader de l'unité populaire, qui n'avait jamais caché ses sympathies pour une maçonnerie socialement engagée. On comptait un certain nombre de maçons dans l'entourage politique du président, depuis son secrétariat personnel à la Moneda, jusqu'aux cabinets ministériels et au gouvernement lui-même. **Un mouvement de soutien, Maçons-Amitié-Allende, s'était même constitué au sein de la Grande Loge.** Mille jours plus tard, pratiquement, le coup d'Etat militaire porte au pouvoir le **général Augusto Pinochet, ancien "frère" puisqu'il avait été reçu en loge en 1941 à San-Bernardo, alors qu'il n'était qu'un jeune capitaine. Mais le futur dictateur ne resta guère longtemps dans sa loge et ne dépassa jamais le grade de compagnon.** La Grande Loge n'aura pas un mot pour dénoncer le golpe. Des tractations ont lieu entre la junte et ses dirigeants, en vue de la réouverture des temples maçonniques. La dictature chilienne, à la différence des dictatures d'extrême droite que l'Europe a connues, n'est pas idéologiquement antimaçonnique. Au Paraguay, en Uruguay, en Argentine, au Pérou, au Brésil, les militaires ont fait plutôt bon ménage avec des obédiences liées à la très conservatrice Grande Loge unie d'Angleterre et à la maçonnerie américaine. Les travaux de la Grande Loge purent donc reprendre, mais il était désormais rigoureusement interdit d'évoquer la situation politique. "Dès cet instant, la Franc-maçonnerie cesse d'être le lieu de la libre expression, et on assiste même au développement d'un véritable maccarthysme dans les loges", nous confie un ancien vénérable de province. **La loge Hiram 65, celle que Salvador Allende avait présidée, est fermée et ses membres expulsés pour avoir tenté d'organiser une cérémonie officielle à la mémoire du président assassiné.** Le mois suivant, alors que les loges s'approprient à élire leurs dirigeants, il est précisé que toute personne ayant exercé des responsabilités sous l'ancien régime ne peut faire acte de candidature. **Des exclusions sanctionnent des maçons liés à l'ancien président.** Parmi les plus connus, le général Bachelet et le général Poblete sont **expulsés par leurs loges pour "absentéisme", alors qu'ils sont emprisonnés.** Un peu plus tard, c'est le tour du docteur Edgardo Enriquez, ancien ministre de l'Education, père d'Edgardo et de Miguel Enriquez, ce dernier secrétaire général du MIR, qui tous deux seront assassinés. "Nous avons alors envisagé de quitter la Grande Loge, explique aujourd'hui, à Paris, le représentant des francs-maçons en exil. Mais nous sommes restés, car c'était l'unique possibilité de nous retrouver une fois par semaine et de profiter des instants avant et après les cérémonies officielles pour échanger des informations, notamment sur les disparus, et tenter, grâce à des maçons des forces armées qui, heureusement, n'étaient pas tous en accord avec la junte, de sauver ceux qui pouvaient l'être.» L'hémorragie de la Grande Loge BEAUCOUP de maçons, arrêtés, torturés pour leurs activités politiques, sont contraints à l'exil. En 1974, vingt-huit des cent vingt membres de la loge Franklin ont dû fuir leur pays. D'autres, devant le peu d'empressement de la direction de l'obédience pour secourir les emprisonnés, quittent d'eux-mêmes, la Grande Loge. Son mutisme, alors que des représentants des puissances religieuses et notamment de l'Eglise s'organisent d'abord dans le "comité pro-paz" puis dans le vicariat de la solidarité, conduit également nombre de maçons à désertier les temples. Ainsi s'explique l'hémorragie qu'a connue la Grande Loge, dont les effectifs auraient chuté de plus du tiers, passant d'un peu plus de vingt mille avant le golpe à quelque douze mille aujourd'hui. Le cardinal Raul Silva Henriquez n'avait pourtant pas manqué de solliciter la Grande Loge pour mener une action commune en faveur des droits de l'homme. En 1974, un texte demandant l'élargissement des principaux dirigeants de gauche emprisonnés, rédigé par leurs

épouses, et notamment par Mme Corvalan, compagne du secrétaire général du PC, et signé par le cardinal Henriquez et l'évêque Camus pour l'Eglise catholique, le grand rabbin, l'évêque méthodiste, l'évêque luthérien est soumis au paraphe du nouveau grand maître Horacio Gonzalez Contesse. Ce pasteur méthodiste de soixante-dix-sept ans, également chef de l'Eglise presbytérienne du Chili, refuse au nom de l'apolitisme de souscrire à ce texte. Cinq années plus tard, il révélera la démarche, expliquant qu'il s'agissait d'une opération destinée à "renverser" la junte! **Dans une lettre ouverte signée de Paris, des francs-maçons en exil qui allaient bientôt fonder le Grand-Orient du Chili**, prennent le contre-pied: "Les francs-maçons en exil apportent au cardinal Silva Henriquez leur appui moral et solidaire, tant à sa personne qu'à l'Eglise chilienne, qui soutient le peuple chilien dans sa lutte contre l'oppression et pour les droits de l'homme." Au-delà des relations institutionnelles, les liens amicaux entre le grand Maître Contesse et le Général Pinochet vont s'exprimer à maintes reprises au grand jour. **Le 24 mai 1975, le dictateur écrit au chef de la franc-maçonnerie et souligne l'"action noble et généreuse" de l'institution initiatique, tandis que dans sa réponse le grand maître indique que l'ordre "pèse ses responsabilités dans les destins du Chili", avant de témoigner de sa "profonde estime et sincère affection".** En 1976, c'est à l'occasion de la visite d'une délégation de loges allemandes que le grand maître est reçu officiellement par le général Pinochet, son épouse et sa fille. Les maçons allemands auront pu constater, affirme-t-il que "le Chili est un pays tranquille". **A cette occasion, au court d'une cérémonie maçonnique, Juan Luis Stagmaier, représentant de la loge Lessing de Valparaiso, explique** que "l'arrivée au pouvoir des représentants de l'unité populaire a provoqué une série d'attentats, de manifestations de rue, de crimes et de grèves (...). **Dans ce moment, il était de notre devoir d'hommes libres et de maçons de remercier notre président, le général Pinochet, et son gouvernement. Le remercier de nous avoir sauvé d'un chaos social, politique, économique, qui aurait détruit toute valeur éthique. L'ordre public réalisé, la paix restaurée et la confiance dans le futur justifiaient les restrictions aux libertés privées.** c'était le seul moyen pour permettre à notre pays de s'engager sur la voie d'un développement juste et pacifique De tels propos ne vont pas demeurer sans réponse. Petit à petit, des voix vont se faire entendre pour contester la ligne de la direction. En 1980, l'année du référendum, la junte cherche un fondement légal à son régime. La nouvelle Constitution vise à le lui donner en verrouillant de toutes parts une prétendue démocratie dont ne seraient exclus que les éléments fauteurs de troubles sociaux, partisans de la lutte des classes. Le 9 septembre, quatre cent quarante-quatre frères signent un manifeste publié dans la presse de Santiago, intitulé "franc-maçonnerie et plébiscite", dans lequel ils dénoncent le projet de Constitution et réaffirment leur attachement à la démocratie et aux valeurs maçonniques. La réponse ne tarde pas: le 22 octobre, neuf d'entre eux sont exclus. Le 14 novembre, nouvelles expulsions. Parmi les exclus: l'avocat René Court Portales, maçon depuis cinquante ans, ancien secrétaire général de la Grande Loge. l'année suivante, en 1982, Oscar Pereira Henriquez est élu à la tête de la Grande Loge. Soutenu par le grand maître sortant, il doit affronter une opposition dont les candidats aux différents postes de responsabilité atteignent près de 40 % des suffrages. **Cela ne l'empêche nullement, à peine élu, de se rendre à l'invitation à déjeuner du général Pinochet, en compagnie de l'ancien grand maître, qui déclare qu'il "existe une relation cordiale entre la franc-maçonnerie et le gouvernement, puisque le général Pinochet a été très déférent envers l'institution.** Nous n'avons pas de raison de nous plaindre" Curieusement, en 1985, le grand maître publie dans la presse un manifeste intitulé "Réveiller les consciences", qui soutient l'accord national pour la transition vers la Démocratie signé par les partis

politiques et soutenu par l'Eglise. Un texte qui se prononce pour "le gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple" En 1986, M. Mario Lagos, ancien ministre de la santé de Salvador Allende, manque la grande-maîtrise de quatre suffrages. Ses partisans souhaitent que la Grande Loge fasse entendre plus distinctement sa voix dans la perspective du plébiscite prévu pour fin 1988, qui doit dire "si" ou "no" à Pinochet, alors que la direction semble se contenter d'une déclaration de principes que personne ne peut contester. **Le grand maître, à l'issue d'un déjeuner avec Augusto Pinochet, le 14 août 1987, ne souligne-t-il pas la "coïncidence de vues" avec le général "particulièrement en ce qui concerne le retour à la démocratie", qui doit se faire "dans un climat de paix et de tranquillité"?** Des hommes comme M. Eduardo Jara Miranda, ancien vénérable de la loge Condor n° 9, ou M. Fernando Sanchez Duran, ancien vénérable de la loge Franklin n° 17, **tenteront sans succès d'engager plus nettement la Grande Loge, en lançant un appel à la mobilisation de la franc-maçonnerie en faveur de la démocratie.** A ce sévère bilan, M. Desiderio Arenas Aguire, Souverain Grand Commandeur et gardien de la tradition, répond qu'il fallait d'abord sauver la "maison" et qu'aucune action n'était envisageable avec le vicariat de la solidarité, "trop marqué politiquement". Pas de mansuétude en revanche à l'égard de la Grande Loge dans la bouche de M. Romulo Tromben, grand maître du Grand-Orient du Chili en exil. "Au début, j'ai accepté l'attitude de nos dirigeants, car il ne fallait pas offrir le moindre prétexte à la junte de mener une action répressive. Mais la Grande Loge aurait dû participer à l'action du "comité pro-paz", puis à celle du vicariat de la solidarité, s'associer à un mouvement oecuménique en faveur des droits de l'homme. Elle n'aurait pas dû se laisser voler le prestige de la défense des droits de la démocratie." Mais, ajoute-t-il, "ce n'est pas qu'un problème d'hommes. Il faut rompre avec ce "prétendu apolitisme". Il faut retrouver l'esprit des fondateurs de la maçonnerie sud-américaine afin de penser le monde nouveau et de construire une société plus juste. C'est dans cet esprit que le Grand-Orient du Chili, dans la tradition de la maçonnerie progressiste, vient d'ouvrir sa première loge dans notre pays. Le débat est ouvert au sein de la franc-maçonnerie comme il l'est au sein de l'Eglise. Mais il y a fort à craindre que chaque institution spirituelle ne préfère à une salutaire mais douloureuse autocritique un Munich des mémoires. Salvador Allende a toujours défendu l'idée d'une franc-maçonnerie engagée socialement. **Dans son entretien demeuré célèbre avec Régis Debray, qui s'étonnait qu'un marxiste puisse fréquenter une loge maçonnique, Allende, après avoir rappelé que le premier secrétaire général du PCF était franc-maçon, soulignait que "les loges maçonniques, les toges lautarines, ont été les piliers de l'indépendance et de la lutte contre l'Espagne (...)** Alors, tu comprends qu'avec une telle tradition familiale, et aussi parce que la franc-maçonnerie a lutté pour des principes fondamentaux tels que la liberté, l'égalité et la fraternité, on peut avoir ce genre de relations. Cela dit, j'ai maintenu au sein de la franc-maçonnerie qu'il ne peut y avoir d'égalité en régime capitaliste, même la moindre chance d'égalité; qu'il ne peut pas exister de fraternité quand il y a exploitation de classe; et que la liberté authentique est une chose concrète et non pas abstraite. Je donne donc aux principes maçonniques le contenu réel qu'ils doivent avoir" (Entretiens avec Salvador Allende, Régis Debray, François Maspéro, "Cahiers libres", Paris, 1971.) **La Franc-maçonnerie mondiale est divisée en deux grands courants, issus d'un même tronc, mais qui évoluent totalement séparément. Le plus important numériquement est rattaché à la Grande Loge unie d'Angleterre. C'est une maçonnerie qui impose à ses membres la croyance en Dieu et dont l'apolitisme proclamé est souvent le prétexte à un conservatisme social. L'autre famille, dite "maçonnerie libérale", dont le Grand-Orient de France constitue le fer de lance, fait référence aux Lumières, aux**

principes de la Révolution française "liberté, Egalité, fraternité", et prône "la liberté absolue de conscience". La franc-maçonnerie sud-américaine est aujourd'hui dans sa grande majorité, rattachée à Londres, mais avec plus d'une contradiction. La quinzième assemblée de la confédération maçonnique interaméricaine, qui s'est tenue du 11 au 16 avril 1988 à Rio-de-Janeiro, a vu la participation à la fois de la Grande Loge du Chili et de **la Grande Loge de Cuba. Cette dernière qui compte près de onze mille membres, constitue la seule obédience maçonnique autorisée dans un pays communiste.** On explique généralement cette "anomalie" par le fait que, à l'instar de José Marti, plusieurs Francs-maçons auraient été engagés dans la révolution cubaine. Plusieurs théoriciens marxistes ont également fréquenté les loges, comme Mariategui au Pérou, Pedro Albizu Campos à Porto-Rico ou Sandino au Nicaragua

Le Monde diplomatique Juillet 1988